



Une allocation universelle d'autonomie pour les étudiants

Combiner l'allocation d'autonomie pour les étudiants proposée par Jean-Luc Mélenchon et l'introduction progressive du revenu universel de Benoît Hamon permettrait d'obtenir enfin un accès égalitaire à l'enseignement supérieur.

Le «revenu universel» fait de plus en plus débat chez les économistes, il apparaît même comme l'une des mesures phares du candidat socialiste. Parallèlement, le candidat de la France insoumise promet aux étudiants, une «allocation d'autonomie d'un montant de 800 euros par mois pour les jeunes de 18 à 25 ans, d'une durée de trois ans, sous réserve d'une formation qualifiante et sous condition de ressources». Cette allocation serait assortie de la gratuité des études. Dans ce débat, les deux candidats ont de nombreuses proximités dans les objectifs (et pour partie dans les moyens).

Si le «revenu universel» est source de crispation, c'est notamment que deux approches s'opposent : l'une, «de gauche», vise à une extension généreuse des droits et à un accroissement du pouvoir de négociation des salariés vis-à-vis de leurs employeurs ; l'autre, «de droite», vise à remplacer la protection sociale par un revenu universel faible parvenant tout juste à couvrir les besoins élémentaires des mieux portants dans un marché du travail qu'il conviendrait de flexibiliser encore davantage. La version du revenu universel de gauche est une version coûteuse soutenant une vision généreuse et moins inégalitaire de la société. La version de droite est bien moins coûteuse mais porteuse d'un renforcement des inégalités et des tensions sociales. Au fond, il s'agit de deux projets de société diamétralement opposés autour d'un même objet. Au vu des rapports de forces, certains craignent qu'en cherchant à promouvoir la première, on ne finisse par légitimer et mettre en place la seconde. Alors que des mouvements populaires (pétitions, apéro citoyens...) appellent encore à la convergence des deux principaux candidats de gauche partout en France (lmaispas3.org), une proposition pourrait rencontrer l'adhésion de ces

candidats : celle de la création d'une «allocation universelle d'autonomie» (AUA) pour les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur, prolongeant – avec plus d'ambition – celle proposée par Jean-Luc Mélenchon et compatible avec la perspective de Benoît Hamon d'une introduction graduelle du revenu universel. Une telle mesure serait enthousiasmante pour toute la gauche : porteuse d'un accès plus égalitaire à l'éducation, elle constituerait une occasion de répondre à une revendication ancienne et légitime des syndicats étudiants. Elle permettrait aux générations concernées de réellement choisir leurs études et de le faire en

Par
DAVID FLACHER
 Maître de conférence à Paris-XIII
HUGO HARARI-KERMADEC
 Maître de conférences à l'Ecole normale supérieure (ENS)-Cachan
 et **LÉONARD MOULIN**
 Chargé de recherches à l'Institut national d'études démographiques (Ined)



s'y consacrant pleinement. Il est, en effet, bien établi que les étudiants contraints à travailler pour financer leurs études échouent davantage et réduisent leurs ambitions scolaires. Parallèlement, une telle allocation offrirait une réelle autonomie aux étudiants vis-à-vis de leur famille.

Nous avons étudié la faisabilité d'un financement à hauteur de 600 euros par mois pour les étudiants logés par leur famille et de 1000 euros par mois pour les autres : la branche famille de la sécurité sociale pourrait absorber une telle dépense avec trois points de cotisation supplémentaires. Parallèlement, nous soulignons un impératif de cohérence : celui consistant à supprimer tous les frais d'inscription qui se sont insidieusement développés dans l'enseignement supérieur public. Il ne s'agirait évidemment pas pour les établissements de reprendre d'une main l'allocation que les étudiants auraient reçue d'une autre!

Ne nous y trompons pas : cela représenterait une dépense importante et constituerait, à bien des égards, un véritable choix de société. Des garde-fous seraient évidemment à mettre en œuvre pour se préserver d'abus éventuels. Mais n'a-t-on pas réussi de bien plus impressionnantes réformes en créant la sécurité sociale au sortir de la guerre, avec, en proportion, tellement moins de moyens! Candidats de gauche, que vous soyez pour ou contre le revenu universel, ouvrez des nouveaux droits pour la jeunesse! Donnez envie à cette jeunesse de se mobiliser! ◆